



**PRÉFECTURE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°2024-010

PUBLIÉ LE 12 JANVIER 2024

Sommaire

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Somme (DDETS Somme) /

80-2023-12-29-00004 - Arrêté préfectoral du 29 décembre 2023 portant sur la transformation place CHRS Association Le Toit 2023 (3 pages)

Page 3

Direction départementale des finances publiques de la Somme / Secrétariat de direction

80-2024-01-02-00009 - Délégation de signature du service des impôts des particuliers d'Amiens (4 pages)

Page 7

Direction Départementale des Territoires et de la Mer / service environnement et littoral

80-2023-12-27-00004 - Déclaration d'intérêt général et déclaration au titre de la loi sur l'eau portant sur le programme triennal de travaux de restauration et d'entretien du fleuve Somme et de ses annexes hydrauliques (14 pages)

Page 12

Préfecture de la Somme - Cabinet / Cabinet

80-2024-01-10-00001 - Arrêté d'interdiction de navigation, d'activités nautiques et de circulation sur le domaine public maritime sur l'Authie, territoire des communes de Conchil-le-Temple (62180) et Quend (80120) (4 pages)

Page 27

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités de la Somme (DDETS Somme)

80-2023-12-29-00004

Arrêté préfectoral du 29 décembre 2023 portant
sur la transformation place CHRS Association Le
Toit 2023



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi,
du travail et des solidarités de la Somme**

ARRÊTÉ

portant extension de la capacité du centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) par transformation d'une place d'hébergement d'urgence hors CHRS gérée par l'association picarde d'accueil « Le Toit » en place soumise au régime de l'autorisation

LE PRÉFET DE LA SOMME CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.312-1, L.312-8, L.313-1 à L.313-9, L.314-4, D.313-2, R.313-7-1, R.313-7-2, et R.313-8-1 ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, notamment l'article 125 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2017 relatif au renouvellement d'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) « LE TOIT » géré par l'association LE TOIT.

Vu l'instruction du ministre de l'intérieur relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales du 23 mars 2021 ;

Vu l'instruction n° DGCS/SD5B/2023/91 du 28 juin 2023 relative à la mise en œuvre de l'évaluation des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'instruction de la ministre déléguée auprès de ministre de la Transition écologique, chargée du Logement relative à la campagne budgétaire des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour l'année du 22 avril 2022 ;

Considérant la demande en date du 6 septembre 2023, présentée par le président de l'association picarde d'accueil « Le Toit » de transformer une place d'hébergement d'urgence subventionnée en place soumise au régime de l'autorisation ;

Considérant que la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) a validé cette demande de transformation conformément à l'instruction du 22 avril susvisée ;

Considérant que cette place existe sous le régime de la déclaration relevant du code de l'action sociale et des familles et notamment son article L. 322-1 ;

Considérant qu'une décision d'extension étend la capacité d'un dispositif existant sans prolonger la durée de l'autorisation initiale ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par l'association picarde d'accueil « Le Toit » pour la création d'une place d'hébergement d'urgence par transformation d'une place existante sous le régime de la déclaration est accordée à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 2 : Cette modification sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) avec les caractéristiques suivantes :

- Numéro de l'entité juridique (EJ) : 80 000 118 2
- Numéro de l'établissement (ET) : 80 000 373 3

- Catégorie d'établissement : 214 – Centre Hébergement & Réinsertion Sociale (C.H.R.S.)
- Mode de financement : 30 -Préfet de région établissement et services sociaux
- Code APE : 8790B - Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social

- Ancienne capacité totale autorisée : 27

- Discipline d'équipement : 957 – Hébergement d'Insertion, Adultes, Familles Difficulté
- Mode de fonctionnement : 11 – Hébergement complet internat
- Catégorie de clientèle : 820 – Hommes seuls en difficulté

- Ancienne capacité autorisée : 14
- Nouvelle capacité autorisée : 15

- Discipline d'équipement : 957 – Hébergement d'Insertion, Adultes, Familles Difficulté
- Mode de fonctionnement : 18 – Hébergement de Nuit Eclaté
- Catégorie de clientèle : 820 – Hommes seuls en difficulté

- Ancienne capacité autorisée : 13
- Nouvelle capacité autorisée : 13

- Nouvelle capacité totale autorisée : 28

Article 3 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée à la transmission d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions minimales de fonctionnement.

Article 4 : La durée d'autorisation des places pour l'ensemble de la capacité est délivrée jusqu'au 2 janvier 2032.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception au président de l'association picarde d'accueil « Le Toit ».

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de droit commun dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, soit à titre gracieux auprès du préfet de la Somme, soit à titre contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier - CS 81114 - 80011 Amiens cedex 01).

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Somme et la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le 29 DEC. 2023

Le préfet

Rollon MOUCHEL-BLAISOT

Direction départementale des finances
publiques de la Somme

80-2024-01-02-00009

Délégation de signature du service des impôts
des particuliers d'Amiens



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction générale des Finances publiques
Centre des Finances publiques d'Amiens**
Service des impôts des particuliers d'Amiens
1-3, rue Pierre Rollin
80023 AMIENS CEDEX 3
Téléphone : 03 22 46 83 83
Mél. : sip.amiens@dgifp.finances.gouv.fr

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le chef de service comptable, responsable du service des impôts des particuliers d'Amiens,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à M. Gaëtan SEGUOLA, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable adjoint du service des impôts des particuliers d'Amiens, à l'effet de signer :

- 1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, sans limitation de durée et de montant ;
 - b) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
 - c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - d) les états de non-valeur et, préalablement, leur validation dans les applications métiers consécutives par les agents du service ;
 - e) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à MM. Camille BEAUBOIS, Benjamin LEMOINE et Laurent POULAIN, inspecteurs des finances publiques, responsables d'équipe au sein du service des impôts des particuliers d'Amiens à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 30 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 10 000 € ;
- 3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;
- 4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,
 - a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 10 000 € ;
 - b) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
 - c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 - d) les états de non-valeur et, préalablement, leur validation dans les applications métiers consécutives par les agents du service jusqu'à 5 000 € ;
 - e) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3

Délégation de signature est donnée à M. Laurent LEFEBVRE, inspecteur des finances publiques, chargé de mission auprès du service des impôts des particuliers d'Amiens, à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 10 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 3 000 € ;

Article 4

Délégation de signature est donnée aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les avis de mise en recouvrement, les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances, selon la mention précisée dans le tableau ci-dessous ;

Nom et prénom des agents	Limite des décisions contentieuses et gracieuses relatives à l'assiette	Limite des décisions gracieuses relatives aux majorations et aux frais de poursuites	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé	Signature des actes relatifs au recouvrement
BOUGHZALA Amel	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
BOURGEOIS Sébastien	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
BROGNIART Séverine	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
DEBIENNE Florina	10 000	300*	3 mois	3 000*	
DURVIN Renaud	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
FOUEST Romuald	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
HODIN Josée	10 000	300*	3 mois	3 000*	
HOLLEVILLE Frédérique	10 000	300*	3 mois	3 000*	
IDELMAHJOUB Hicham	10 000	300*	3 mois	3 000*	
LANDRY Virginie	10 000	300*	3 mois	3 000*	
LEDUC Aymeric	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
LEJEUNE Hélène	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
LELIEVRE Erwann	10 000	300*	3 mois	3 000*	
MESSIAEN Pascale	10 000	300*	3 mois	3 000*	
PERRIN Patricia	10 000	300*	3 mois	3 000*	
POIRET Delphine	10 000	300*	3 mois	3 000*	
RAOUL DES ESSARTS Jean-Charles	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
RIBAU COURT Sabine	10 000	300*	3 mois	3 000*	
ROUSSEAU Patrice	10 000	1 000	10 mois	10 000	oui
SANDERS Chloé	10 000	300*	3 mois	3 000*	

(*) Suivant exclusivement les procédures dites simplifiées d'octroi des délais et de remise de majoration (PSOD et PSRM).

Article 5

Délégation de signature est donnée aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 2°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
- 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
- 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les avis de mise en recouvrement, les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances, selon la mention précisée dans le tableau ci-dessous ;

Nom et prénom des agents	Limite des décisions contentieuses et gracieuses relatives à l'assiette	Limite des décisions gracieuses relatives aux majorations et aux frais de poursuites	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé	Signature des actes relatifs au recouvrement
BEGHADID Virginie	3 000	300	6 mois	3 000	oui
BELLET Gwenaëlle	3 000	300	6 mois	3 000	oui
BROCQUEVIELLE Annie	3 000	300*	3 mois	3 000*	
CAZIER Séverine	3 000	300*	3 mois	3 000*	
CHIRACHE Florentina	3 000	300*	3 mois	3 000*	
CUVILLIEZ Jean-Christophe	3 000	300*	3 mois	3 000*	
DAMART Julie	3 000	300*	3 mois	3 000*	
DUSSART Aline	3 000	300*	3 mois	3 000*	
GUERCIF Priscilla	3 000	300*	3 mois	3 000*	
LAGACHE Sabine	3 000	300*	3 mois	3 000*	
LE GALL Élodie	3 000	300*	3 mois	3 000*	
LE ROUX Romane	3 000	300*	3 mois	3 000*	
LONGUET DE BAERE Véronique	3 000	300	6 mois	3 000	oui
MERIOUA Gebril	3 000	300*	3 mois	3 000*	
NAUD Laurent	3 000	300	6 mois	3 000	oui
PAUMIER Christophe	3 000	300*	3 mois	3 000*	
PORQUET Florian	3 000	300*	3 mois	3 000*	
SABATIER Ludivine	3 000	300	6 mois	3 000	oui
SAKRI Dalila	3 000	300*	3 mois	3 000*	
SART Nicolas	3 000	300*	3 mois	3 000*	
SELLIER Véronique	3 000	300*	3 mois	3 000*	

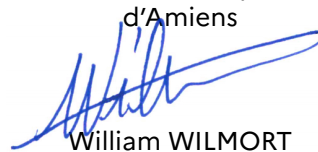
(*) Suivant exclusivement les procédures dites simplifiées d'octroi des délais et de remise de majoration (PSOD et PSRM).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Somme.

Fait à Amiens le 2 janvier 2024

Le chef de service comptable,
responsable du service des impôts des particuliers
d'Amiens



William WILMORT

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

80-2023-12-27-00004

Déclaration d'intérêt général et déclaration au titre de la loi sur l'eau portant sur le programme triennal de travaux de restauration et d'entretien du fleuve Somme et de ses annexes hydrauliques

Déclaration d'intérêt général et déclaration au titre de la loi sur l'eau
Procédure prévue aux articles L.211-7, L.211-1, L.214-1 à L.214-6, R.214-1 à R.214-56
du code de l'environnement (réf : 80-2023-00071)

**portant sur le programme triennal de travaux de restauration
et d'entretien du fleuve Somme et de ses annexes hydrauliques.**

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Le Préfet de la Somme,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens avec les administrations ;

VU le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 mai 2021 nommant Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet de l'Aisne ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

VU l'arrêté du 31 juillet 2023 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel MOULARD secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-31 du 13 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Alain NGOUOTO, sous préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois Picardie en vigueur ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) «Somme aval et cours d'eau côtiers» en vigueur ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) «Haute Somme» en vigueur ;

VU le dossier de demande de déclaration d'intérêt général et de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement pour la mise en oeuvre du programme pluriannuel de restauration et d'entretien du fleuve Somme, déposé par le conseil départemental en date du 26 juillet 2023 ;

VU le récépissé de déclaration adressé au pétitionnaire le 27 juillet 2023 ;

VU l'avis de l'office français de la biodiversité en date du 11 août 2023 ;

VU l'avis du service Environnement de la direction départementale des territoires de l'Aisne en date du 21 septembre 2023 ;

VU l'absence d'avis de la fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique dans le délai imparti ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé au pétitionnaire pour avis en date du 29 septembre 2023 ;

VU l'avis émis par le pétitionnaire, le 3 octobre 2023 ;

VU l'avis à batellerie du Conseil départemental de la Somme du 18 octobre 2023 informant les bateliers et usagers de la voie d'eau de la réalisation de travaux de réhabilitation des berges en rive droite de la rivière Somme canalisée du pont routier de la rue René Gambier à Camon (P.K. 88.740) au lieu-dit « le Pré du Gouverneur » à Rivery (P.K. 91) prévus du 23 octobre 2023 jusqu'au 31 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que la Somme canalisée et le canal de la Somme font partie du domaine public fluvial géré par le conseil départemental de la Somme ;

CONSIDÉRANT que le canal de liaison entre Offoy (80) et Saint-Simon (02) faisant partie du domaine public fluvial géré par l'établissement public administratif Voies Navigables de France, est en projet de transfert vers le conseil départemental de la Somme et que celui-ci bénéficie en attendant d'une autorisation d'occupation temporaire lui permettant de réaliser les travaux nécessaires à la réouverture de ce canal à la navigation ;

CONSIDÉRANT que les contre-fossés et les bras de la Vieille Somme sont des cours d'eau non domaniaux ;

CONSIDÉRANT que les travaux prévus visent à la préservation et à la reconquête des milieux aquatiques en compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie ;

CONSIDÉRANT que les travaux envisagés sont de nature à servir l'intérêt général en contribuant au développement des usages locaux et au rétablissement de différentes fonctionnalités du milieu ;

CONSIDÉRANT que les opérations prévues permettront de redonner aux cours d'eau une dynamique naturelle, propice au développement pérenne de la faune et de la flore caractéristiques des milieux aquatiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme et du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne ;

ARRÊTENT

TITRE I DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Article 1 : Déclaration d'intérêt général

Sont déclarés d'intérêt général les travaux, actions, ouvrages ou installations relatif au programme triennal 2023-2025 de restauration et d'entretien du fleuve Somme et de ses annexes hydrauliques ainsi que du canal de liaison entre Offoy (80) et Saint-Simon (02) faisant partie du domaine public fluvial géré par Voies Navigables de France, le tout sur un réseau hydrographique traversant 69 communes citées ci-après, porté par le conseil départemental de la Somme n°SIRET 228 000 0140 0016, représenté par Monsieur le Président et dénommé ci-après le pétitionnaire, dont le siège est fixé au 53, Rue de la République à Amiens (80 000).

Le pétitionnaire est autorisé, dans le cadre des dispositions des articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural, à se substituer aux propriétaires riverains des cours d'eau pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation des travaux, ouvrages ou installations indiqués dans son programme de travaux.

Article 2 : Nature des travaux et aménagements

Le programme des travaux relève de la catégorie suivante visée à l'article L.211-7 du Code de l'environnement.

POINT	OBJET
2°	L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

Les aménagements et mesures d'accompagnement réalisés sont conformes aux éléments présentés par le pétitionnaire, en ce qu'ils n'ont rien de contraire aux dispositions du présent arrêté et sans préjudice aux autres législations. Le pétitionnaire sollicite préalablement l'ensemble des autorisations requises pour l'accomplissement de son projet.

Ils correspondent à des opérations de :

- Restauration et diversification des habitats (recharges granulométriques permettant la restauration de 2250 m² de frayères ; Restauration de la ripisylve avec gestion de la propagation de la chararose et de la graphiose ; reboisements et plantations sur zones dévêtues ; replantation de sujets suite à l'abattage d'alignements de peupliers ; Réouverture du milieu),
- Protections rapprochées du cours d'eau (mise en place de 1 305 m de clôture ; création de 6 abreuvoirs),
- Renforcement de berges (confortement de berges sur 6 960 m en techniques végétales, 11 500 ou 10980 m en enrochement végétalisé, 1 270 m en techniques du génie civil)
- Gestion de l'envasement (curage de 11 350 m³ de sédiments sans export de la voie d'eau),
- Aménagements annexes en faveur de la valorisation des bords de Somme (100 pontons de pêche PMR, 8 plateformes halieutiques, 2 aires de pique-nique, remplacement de la drome de barrage, mise en place d'un ponton en amont d'une écluse, d'une passerelle et de barrières de protection

- Colmatage de brèches (réserve prévisionnelle pour 1 brèche de 6 m³ en moyenne par bief et par an)
- Gestion des embâcles, de la ripisylve et d'espèces exotiques envahissantes (Renouée du Japon, Buddléia),
- Fauche des secteurs publics,
- Faucardage de la végétation aquatique.

Les interventions se dérouleront sur le territoire des communes de Voyennes, Ham, L'Étoile, Morcourt, Vaire-sous-Corbie, Hangest-sur-Somme, Epeville, Long, Proyard, Fouilloy, Flixecourt, La Chaussée-Tirancourt, Eaucourt-sur-Somme, Cocquerel, Fontaine-sur-Somme, Lamotte-Brebière, Sancourt, Mareuil-Caubert, Condé-Folie, Belloy-sur-Somme, Corbie, Picquigny, Rivery, Glisy, Aubigny, Dreuil-lès-Amiens, Camon, Feuillères, Yzeux, Biaches, Grand-Laviers, Boismont, Cappy, Saint-Valery-sur-Somme, Blangy-Tronville, Éclusier-Vaux, Cléry-sur-Somme, Hamelet, Daours, Sailly-le-Sec, Vaux-sur-Somme, La Neuville-lès-Bray, Longpré-les-Corps-Saints, Pont-Remy, Crouy-Saint-Pierre, Ailly-sur-Somme, Abbeville, Bourdon, Épagne-Épagnette, Breilly, Cambron, Éronnelle, Frise, Cerisy, Vecquemont, Le Hamel, Sailly-Laurette, Bray-sur-Somme, Offoy, Cahon, Saigneville, Chipilly, Amiens, Saint-Simon (02), Dury (02), Sommette-Eaucourt (02), Pithon (02), Étinehem-Méricourt et Hombieux.

2.1 - opérations relevant de la restauration hors du domaine public fluvial

OPÉRATION	COMMUNE	SECTION CADASTRALE	N° DE PARCELLE / MASSE D'EAU	
ACTION A3 : Restauration des habitats : recharges granulométriques	Amiens	IY	N°20 (Bras de décharge de Montières)	
	Picquigny	AB	N°42 et 43 (Bras de décharge de Picquigny)	
	Long	AE	N°40 (Bras de décharge de Long)	
ACTION A3 : Restauration de la ripisylve	Amiens	IY	N° 90 et 92	Bras de décharge de Montières
		IW	N°3, 5, 6, 257, 259 et 266	
		IV	N° 460 et 511	
ACTION A3 : Ouverture du milieu	Cappy	ZE	N°1 et 2 (Contre-fossé de Cappy)	
	Yzeux	B	N°533 à 539, N°681 et 682 (Contre-fossé de La Breilloire)	
	Condé Folie / Longpré les corps saints	Toutes les parcelles en rive gauche du contre-fossé de Long		
	Amiens	XC B	N°1 et 3 N°91	Bras du jardin des Plantes
ACTION A4 : Protections rapprochées du cours d'eau	Vaire sous corbie	AA	N°1 (Bief de Corbie)	
	Étinehem Méricourt	ZA	N°78 (Contre-fossé de Sailly-Laurette)	
	Vaux sur Somme	AD	N°16 (Contre-fossé de Corbie)	
	Bourdon	C	N°468, 525, 526 et 540 (Contre-fossé de La Breilloire)	
	Fouilloy	AD	N°113 (Bras de décharge de Corbie)	
	Long	AK	N°159 (Bras de décharge de Long)	
ACTION A5 : Renforcements de berge en techniques végétales	Étinehem Méricourt	A	N°243 et 322 (Bras de décharge d'Étinehem)	
	Long	AE	N°41	(Bras de décharge de Long)
AK		N°207, 303 et 330		
ACTION A5 : Protection de berge en enrochement	Cappy	AD	N°13, 14, 18, 21, 24, 31, 236 et 300	(Contre-fossé de Cappy)
ACTION A8 : Accueil du public	Amiens	K	N°91 et 93	(Bras de l'île Saint-Aragone)
	Bourdon	A	N°262	(Bras de décharge de La Breilloire)

Leur nature et le mode de leur réalisation sont précisés au titre II du présent arrêté.

2.2 - opérations relevant de l'entretien

Les opérations d'entretien régulier consistent à la gestion des embâcles et à l'entretien de la ripisylve sur l'ensemble du réseau hydrographique associant des actions localisées de fauche, faucardage, recépage, scarification, entretien des plantations et gestion d'espèces exotiques envahissantes.

Leur nature et le mode de leur réalisation ne sont pas précisés au titre II du présent arrêté. Néanmoins, la plupart des opérations visent à ce que le lit, les berges et la ripisylve du cours d'eau puissent assurer leurs différentes fonctionnalités biologiques, et notamment celles de refuge pour les communautés vivantes et celle de régulation thermique ; les interventions ont, en conséquence, un caractère spatio-temporel non systématique et sont planifiées en tenant compte des cycles biologiques des espèces vivant dans l'écosystème.

Les produits nobles provenant des travaux, et notamment les troncs et houppiers, restent la propriété des riverains. Afin de laisser propres les terrains, les rémanents de débroussaillage et de déboisement sont valorisés ou éliminés dans le respect des réglementations locales.

Article 3 : Dispense d'enquête publique

Le pétitionnaire s'engage à ce que les travaux prévus n'entraînent aucune expropriation et qu'il ne soit pas demandé de participation financière aux propriétaires des parcelles concernées par les travaux. Par conséquent, conformément à l'article L.151-37 du code rural et de la pêche maritime, il ne sera procédé à aucune enquête publique pour les travaux en question.

Article 4 : Programme financier et répartition des dépenses d'aménagement

Le programme pluriannuel de restauration et d'entretien du fleuve Somme fait l'objet d'un co-financement public. Ce co-financement fait l'objet de décisions spécifiques d'attribution de subventions et sont réparties de la manière suivante :

- Pour les travaux de restauration éligibles aux subventions, 65 % du coût total est supporté par l'agence de l'eau Artois Picardie et 15 % par le conseil régional des Hauts-de-France ;
- Pour les travaux d'entretien, un forfait de 98 880 € TTC/ 3ans est accordé par l'agence de l'eau Artois Picardie et une somme de 14 832 €/an par le conseil régional des Hauts-de-France.

Conformément à l'article 3, le pétitionnaire s'engage à ne pas demander de participation financière aux propriétaires riverains bénéficiaires des opérations d'entretien et de restauration du fleuve Somme, et prend en charge le programme des travaux et d'aménagements qu'il a arrêté dont il finance le reste à charge.

Article 5 : Travaux

Le programme pluriannuel de travaux et d'entretien s'établit sur 3 ans selon le calendrier prévu par le pétitionnaire.

Si la réalisation de travaux non programmés est rendue nécessaire, le pétitionnaire en informe au préalable le service chargé de la police de l'eau et sollicite son avis avant tout démarrage d'opération.

Est établi, en début d'année, un planning visant à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité en fonction des conditions du régime hydraulique des cours d'eau, de la sensibilité des écosystèmes et des risques de perturbation de leur fonctionnement, des différents usages et des moyens pouvant être mis en œuvre.

Ce document est transmis au service chargé de la police de l'eau avant le 1^{er} mars de l'année.

Est aussi transmis au service chargé de la police de l'eau, le compte-rendu des chantiers réalisés l'année précédente, documenté de photographies, qui aura été établi au fur et à mesure de l'avancement de ceux-ci ainsi que celui des visites de suivi des aménagements.

Les propriétaires et les exploitants agricoles sont informés du début des travaux d'aménagement au moins une semaine avant leur début. Outre les dispositions de l'article 7, les propriétaires et/ou les exploitants agricoles se doivent de maintenir accessibles les secteurs de chantier de sorte que les travaux puissent être exécutés sans sujétion aux herbages et aux cultures.

Article 6 : Durée d'effet de la déclaration d'intérêt général

La déclaration d'intérêt général du programme de restauration et d'entretien du fleuve Somme est accordée pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois à compter de la date de notification du présent arrêté, conformément au paragraphe I de l'article L.215-15 du code de l'environnement.

Une nouvelle déclaration du caractère d'intérêt général de l'opération est demandée si le pétitionnaire ou la personne morale qui lui est substituée, prend une décision entraînant une modification substantielle concernant :

- la répartition des dépenses ;
- les aménagements ;
- ou leurs conditions d'exploitation ;

y compris si cette modification est la conséquence d'une décision administrative prise en application des articles L 214-1 à 6 du Code de l'environnement.

Article 7 : Servitude de passage

Afin de faciliter l'exécution des travaux et pendant toute la durée de ceux-ci, les riverains réservent, sur l'ensemble du linéaire en eau permanent et temporaire, un cheminement s'exerçant préférentiellement, sur une largeur de 6 mètres le long des berges, et permettant l'évolution des engins mécaniques affectés au chantier ainsi que le passage des agents de l'administration, de la maîtrise d'œuvre et de l'entreprise. Ils ménagent également, en tant que de besoin, un accès à la zone de chantier à travers leur propriété.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours ou jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude de passage des engins. Il est aussi recherché le respect des arbres et des plantations existants.

Le pétitionnaire sera tenu pour responsable de tout dommage à la propriété privée qui pourrait être causé tant par les travaux eux-mêmes que par leurs conséquences.

En cas de contestation sur la nature et l'importance des dégâts constatés, pourront être employées les modalités prévues par la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics et ses textes d'application.

TITRE II DÉCLARATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Article 8 : Objet de la déclaration

Le pétitionnaire est autorisé, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser le programme de restauration et d'entretien du fleuve Somme.

Il doit également disposer d'une autorisation d'occupation temporaire du canal de liaison entre Voyennes et Saint Simon, domaine public fluvial géré par Voies Navigables de France, lui permettant de réaliser les travaux jusqu'à l'échéance du programme de travaux sur ce secteur.
Une partie du programme des travaux relève des rubriques de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques concernées sont indiquées dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Projet	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : <i>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200m (A), 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)</i>	Enrochements végétalisés sur 3570 m de la Somme canalisée (Action A5)	Non soumis car cours d'eau navigable soumis à de fortes contraintes (Batillage, Marnage)	Arrêté du 13 février 2002
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : <i>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)</i>	Recharges granulométriques sur 2250 m ² (Action A3)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'art. L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : <i>1° Supérieur à 2000 m³ (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ; 3° Inférieur ou égal à 2000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence S1 (D)</i>	Gestion de 11 350 m ³ de sédiments sur 3 ans : - 7650 m ³ déplacés dans le chenal auto-curant ; - 3700 m ³ réutilisé in situ en arrière de protections de berges (Action A7)	Non soumis car pas d'extraction de sédiments de la voie d'eau	Arrêté du 30 mai 2008 Arrêté du 9 août 2006

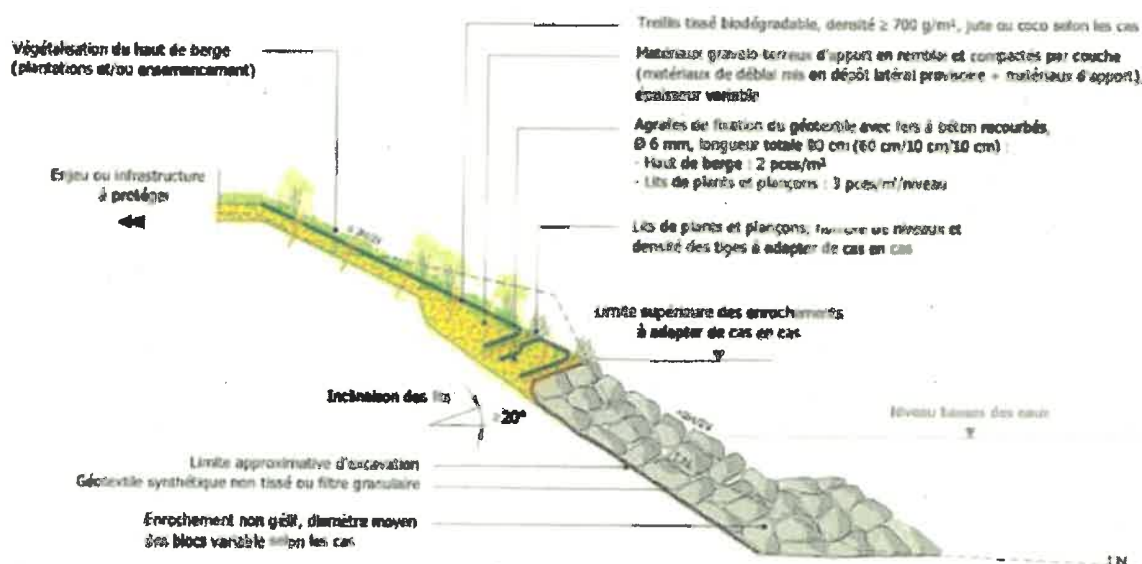
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D)	Aménagement de 100 pontons de 4m ² accessibles aux personnes à mobilité réduite (Action A8)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002
---------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------	---------------------------

Article 9 : Description des aménagements et sujétions

Les opérations de restauration et d'entretien visent à garantir le bon écoulement hydraulique et la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, en compatibilité avec les différents usages du cours d'eau, à travers différents moyens mis en œuvre :

- gestion du lit mineur, d'habitats piscicoles, de berges, d'embâcles et de la ripisylve s'associant à la lutte contre les espèces indésirables ;
- entretien régulier de fauche, d'abattage et d'étêtage d'arbres ;
- protection ou renforcement de berges ainsi que pose de clôtures ;
- restauration de la dynamique d'écoulement.

Le recours à la technique de l'enrochement végétalisé tel qu'accordé au pétitionnaire ci-dessus n'est réservé qu'à des sections de cours d'eau pour lesquelles des protections de berges exclusivement végétales ne permettent pas de consolider efficacement les accotements de zones soumises à de fortes contraintes hydrauliques (ici phénomènes de marnage et de batillage résultant de la navigation) et bordant le chemin de halage. Ainsi, les formations potentielles de brèches dans les berges seront limitées et l'usage du chemin de halage sera maintenu de manière pérenne. L'implantation de l'enrochement végétalisé doit se faire suivant le schéma descriptif suivant :



Les aménagements et mesures d'accompagnement réalisés sont conformes aux éléments présentés par le pétitionnaire, et son mandataire le cas échéant, en ce qu'ils n'ont rien de contraire aux dispositions du présent arrêté et sans préjudice aux autres législations. Le pétitionnaire sollicite préalablement l'ensemble des autorisations requises pour l'accomplissement de son projet.

Le projet peut être modifié après accord des propriétaires concernés, du service en charge de la police de l'eau et de l'office français de la biodiversité dans les cas où les modifications créées par la nécessité ne changent pas le projet de façon substantielle. Les plans et descriptions de ces modifications sont intégrés au dossier soumis à la réglementation sur l'eau.

Article 10 : Exécution des travaux

Le pétitionnaire s'engage à respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté et dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus (voir article 8).

Il prévient au moins quinze jours avant le début des travaux le service en charge de la police de l'eau. Les propriétaires et les exploitants agricoles sont informés du début des travaux d'aménagement au moins une semaine avant leur début.

En cas d'étiages ou de crues sévères, de remontée de nappe, d'incident sur le réseau hydrographique et/ou par mesure de salubrité publique, le service chargé de la police de l'eau se réserve le droit de demander de modifier les conditions d'exécution des travaux, voire de les suspendre temporairement, pour s'adapter aux conditions hydrodynamiques.

Les aménagements sont exécutés avec le plus grand soin, conformément aux règles de l'art et au projet présenté. Le mode d'exécution des travaux prend en compte les spécificités environnementales locales ainsi que les activités de pêche et d'agrément.

Les travaux sont conduits de manière à ne pas perturber sensiblement les zones du milieu terrestre comme aquatique, présentant un intérêt floristique et faunistique, et ne pas engendrer de perturbation significative du régime hydraulique du cours d'eau.

Toutes les mesures de précaution sont prises afin d'éviter de perturber les zones de nidification des oiseaux et les zones de frai des espèces piscicoles ainsi que la croissance des juvéniles.

Les travaux sont exécutés de façon à ne pas provoquer une dispersion de matières dans le cours d'eau préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'y abreuvent et aux espèces piscicoles. Les moyens ci-dessous sont ainsi mis en place en aval des zones de chantier et adaptés selon les opérations :

- barrage flottant destiné à intercepter en rive les déchets flottants ;
- système de filtre sous support flottant ou toute mesure d'efficacité équivalente destiné à atténuer l'incidence des rejets de matériaux fins.

Le nettoyage et le remplacement de ces systèmes est prévu autant que besoin pour assurer leur efficacité. Des précisions sur la nature des techniques employées sont renseignées au service police de l'eau au moins 1 mois avant l'intervention.

Toutes autres mesures permettant de minimiser les impacts sur le milieu naturel sont mises en place, notamment :

- tout stockage de matériaux s'effectue en dehors des milieux naturels sensibles, y compris lit majeur et zones humides, et de toutes zones d'écoulement. En cas de besoin les dépôts dans le lit majeur sont temporaires et directement nécessaires pour le déroulement du chantier ;
- les travaux ne créent ni anse d'érosion, ni de risques d'embâcles, ni de perturbations de l'écoulement des eaux à l'amont et à l'aval ;
- tout risque d'érosion régressive est réduit autant que possible, les mesures de suivi et d'accompagnement adéquates sont mises en place ;
- les déblais sains sont en priorité utilisés pour des opérations de génie écologique ;
- les déchets et divers produits sont acheminés vers des filières de valorisation ou d'élimination autorisées, toute incinération à l'air libre est interdite ;
- les produits du faucardement et les objets retenus par les herbiers sont récupérés pour être traités selon les procédés appropriés.

Article 11 : Prescriptions complémentaires

Comme précisé à l'article 10, il est préconisé dans la mesure du possible la mise en place d'un filtre à particules avant la réalisation de tous travaux d'aménagement de berges et de curage générant un départ de matière en suspension. Ce filtre, placé à l'aval immédiat des zones où se déroulent les opérations, doit être surveillé, efficace et entretenu.

Pour toutes les interventions en lit mineur ou sur les berges, le pétitionnaire prend la précaution de respecter les périodes de reproduction de la faune piscicole en général et non pas celle du brochet uniquement. Un calendrier précis des travaux prenant en compte ces espèces sera fourni. Il en sera de même pour les oiseaux susceptibles d'être présents dans les habitats en berge.

Article 12 : Navigation fluviale

Une plateforme flottante équipée d'une grue est amarrée sur la zone du chantier. Des transferts de matériel et de matériaux se font par voie d'eau à l'aide d'un pousseur et de barges.

La navigation n'est pas interrompue ; la vitesse est limitée au droit du chantier.

Une signalisation est mise en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Les usagers de la voie d'eau se conforment strictement aux ordres des agents du service gestionnaire de la voie d'eau et doivent prendre toutes les mesures de précaution que commande le devoir général de vigilance en vue d'assurer le bon déroulement des travaux et du respect des règles de navigation édictées ci-dessus.

Article 13 : Zones et engins de chantier

Afin de réduire ou de compenser les nuisances d'ordre divers provoquées par les chantiers, les mesures suivantes sont mises en œuvre, en tant que de besoin :

- mise en place de procédures destinées à éviter les salissures des chaussées ;
- utilisation d'engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les gaz d'échappement et l'isolation phonique ;
- aires de stationnement et d'entretien, lavage compris, des engins de chantier en dehors des milieux naturels sensibles, y compris lit majeur et zones humides, et de toutes zones d'écoulement ;
- stockage des produits tels que les hydrocarbures, les huiles et les graisses utilisés sur le chantier réalisé de façon à soustraire les stocks d'un éventuel risque de fuite ;
- intervention des engins lourds depuis la berge du cours d'eau, dans la mesure du possible à plus de 3 mètres du sommet du talus de berge, et dotés de pneus basse pression ou chenillés ;
- circulation d'engins autant que possible sur les pistes existantes et en dehors du lit du cours d'eau sans mise en place d'un dispositif de franchissement provisoire ;
- installation de panneaux de signalisation et d'information du public et des riverains concernant la sécurité.

De plus, les aires de stockage de matériaux et de stationnement des engins de chantier se situent hors des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique et sont :

- maintenues propres,
- accessibles aux engins de secours,
- aménagées de telle sorte qu'elles ne créent pas de risques pour la sécurité publique,
- remises en état après leur exploitation.

Un plan croisant l'emprise totale du chantier et la localisation exactes des zones humides, cours d'eau et milieux naturels sensibles est fourni au service police de l'eau au moins 1 mois avant l'intervention.

Article 14 : Plantes patrimoniales et plantes invasives

La gestion du myriophylle hétérophylle sur la Somme canalisée, le canal de la Somme et le canal de Saint-Quentin fait l'objet d'un dossier référencé n° 0100019155 encadré par arrêté préfectoral.

Avant la phase de planification du chantier, intervient une visite des lieux aux fins de vérifier la situation des lieux au regard de la présence de plantes de valeur patrimoniale et/ou de plantes invasives (autres que le myriophylle hétérophylle).

Si la présence de plantes de valeur patrimoniale est constatée, le service de police de l'eau est immédiatement informé et il lui est remis un mémoire indiquant les dispositions envisagées pour leur préservation voire leur transplantation.

Concernant la présence de plantes invasives (autres que le myriophylle hétérophylle), un mémoire indiquant les dispositions envisagées pour leur enlèvement est remis au service police de l'eau. Une vigilance particulière est portée lors du transport des terres contaminées afin de ne pas les disséminer. Un suivi est mis en place afin de vérifier que les travaux n'engendrent pas une augmentation de leur surface et que les actions de suppression sont efficaces. Si besoin, d'autres solutions pourront être testées après accord du service police de l'eau.

Article 15 : Fin des travaux

En fin de chantier, les sites font l'objet d'une remise en état afin de prévenir tout danger pour la salubrité et la sécurité publique.

Les matériaux en excès sont valorisés par leur emploi pour la réalisation d'autres travaux prévus par le plan pluriannuel d'entretien et d'aménagement ou exportés hors du lit majeur du cours d'eau.

Un registre où sont consignées toutes les informations propres à renseigner notamment sur les conditions de réalisation des travaux, les incidents, le respect de la planification est tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

À l'achèvement des travaux, il est procédé au récolement des travaux. Il est alors remis au service chargé de la police de l'eau les plans de récolement cotés, si nécessaire, en planimétrie et en altimétrie ainsi qu'un document de synthèse sur le déroulement des opérations.

Article 16 : Incident-accident

Le pétitionnaire s'assure de la mise en place de moyens, humains et matériels, sur le site pour pallier les premiers effets de tout incident ou accident.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle, les travaux sont immédiatement interrompus et les dispositions afin de limiter l'effet de ce dernier sur le milieu sont prises sans délai. Le pétitionnaire informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau des mesures correctives prises pour y faire face et des dispositions préventives mises en œuvre afin d'éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.

Article 17 : Suivi et surveillance

Le pétitionnaire s'assure de la qualité et de la stabilité des aménagements réalisés. Il suit l'évolution des végétaux et veille à ce que leur croissance ne constitue pas d'obstacles à l'écoulement des eaux. Des semis ou plantations nouveaux sont réalisés en tant que de besoin.

Outre l'évaluation de la tenue des aménagements, la surveillance porte sur l'évolution du régime hydraulique du cours d'eau et sur l'évaluation d'une éventuelle érosion régressive.

Les sites font l'objet d'une visite de contrôle au minimum 2 fois par an ainsi qu'après chaque épisode pluvieux significatif. Un cahier de suivi est mis à jour et tenu à disposition du service chargé de la police de l'eau.

La surveillance et les mesures prises font l'objet d'un rapport de synthèse annuel qui est transmis au service chargé de la police de l'eau avant la fin du premier trimestre de l'année suivante. Le bilan de gestion des embâcles en précise la nature ainsi que l'importance et en indique la localisation.

Les informations qui peuvent en être tirées, peuvent déboucher sur des propositions d'amélioration ou d'opérations supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires.

Article 18: Entretien

L'entretien de la végétalisation s'effectue sans utiliser de produits phytosanitaires ou de fumure de synthèse.

Les propriétaires conservent l'obligation d'entretien régulier des aménagements dont ils ont la possession, ainsi que des berges et du lit du cours d'eau dont ils ont la riveraineté. L'entretien consiste essentiellement au retrait des embâcles et des atterrissements localisés.

Dans le cas où la zone aménagée subirait des dommages structurels, le propriétaire et le pétitionnaire contactent le gestionnaire du cours d'eau, l'office français de la biodiversité et le service en charge de la police de l'eau afin de pourvoir aux interventions nécessaires sous les meilleurs délais.

Article 19 : Évaluation du programme

Le pétitionnaire planifie des opérations d'évaluation du programme de restauration et d'entretien du fleuve Somme quant à sa contribution au bon état écologique des cours d'eau.

Article 20 : Contrôles

Des contrôles sont effectués par les services chargés de la police de l'eau, pour vérification de la conformité des aménagements et des modalités de gestion au regard des lois et règlements en vigueur, notamment de la conformité aux dispositions du présent arrêté.

Les agents chargés de la police de l'eau ont libre accès aux installations, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Le pétitionnaire doit leur permettre de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater les dispositions du présent arrêté.

Article 21 : prise d'effet et durée

Le présent arrêté donnant autorisation aux travaux, actions, ouvrages ou installations est accordé jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 22 : Modification

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-40 du code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que le pétitionnaire précité, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent le début de l'exercice de son activité.

Article 23 : Restriction de l'usage

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et de leur régénération pour satisfaire ou concilier les exigences mentionnées à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le pétitionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Article 24 : Partage de l'exercice du droit de pêche

Les opérations visées dans le présent arrêté étant financées majoritairement par des fonds publics emportent le partage par le propriétaire riverain, à titre gratuit et pendant 5 ans de l'exercice du droit de pêche avec l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Ce droit de pêche partagé par le propriétaire riverain lui-même, son conjoint, ses ascendants ainsi que ses descendants et l'un des organismes susvisé s'exerce, sous toutes les formes de ses prérogatives et de ses obligations, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins.

Les modalités du partage du droit de pêche sont fixées par arrêté préfectoral pris en application des articles R.435-34-I et suivants du Code de l'environnement.

TITRE III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 24 : Droits et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté est publié sur les sites internet des préfetures de la Somme et de l'Aisne et transmis pour information aux commissions locales de l'eau des SAGEs « Somme aval et cours d'eaux côtiers » et « Haute Somme » ainsi qu'à l'agence de l'eau Artois-Picardie.

Un extrait du présent arrêté est affiché dans les mairies citées dans l'article 2 pendant une durée minimum d'un mois et pour information. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Article 25 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier CS 81114 - 80011 AMIENS Cedex 01 ou par le biais de l'application

Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois par le pétitionnaire à compter de sa date de notification et dans un délai de quatre mois par les tiers à compter de sa date de publication ou d'affichage. Cet arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus

Toutefois, si le démarrage des travaux n'est pas intervenu six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à une période de six mois après le commencement de ceux-ci.

Article 26 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme, le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le directeur départemental des territoires de l'Aisne et les maires des communes citées à l'article 2 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire et dont une copie est adressée aux responsables départementaux de l'office français de la biodiversité et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France.

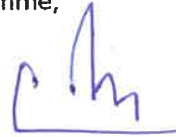
Fait à Laon, le **06 DEC. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne,



Fait à Amiens, le **27 DEC. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme,



Emmanuel MOULARD

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2024-01-10-00001

Arrêté d interdiction de navigation, d activités nautiques et de circulation sur le domaine public maritime sur l Authie, territoire des communes de Conchil-le-Temple (62180) et Quend (80120)



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ D'INTERDICTION DE NAVIGATION, D'ACTIVITÉS NAUTIQUES
ET DE CIRCULATION SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME**

sur l'Authie, territoire des communes de Conchil-le-Temple (62180) et Quend (80120)

Le Préfet du Pas-de-Calais,

Le Préfet de la Somme,

Vu le code des transports, notamment ses articles L.5331-2, L.5331-7, L.5331-8, L.5331-10 et R.5333-1 à R.5333-28 constituant le règlement général de police des ports maritimes, et ses articles L.4241-1 et R.4241-1 et suivants, constituant le règlement général de police de la navigation intérieure ;

Vu le code pénal, notamment son article R.610-5 ;

Vu le code du sport, notamment ses articles A.322-42 à A.322-57 ;

Vu le code général de la propriété et des personnes publiques, notamment ses articles L.2125-1 à L.2125-6 et R.2125-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2213-23 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2013-253 du 25 mars 2013 relatif aux dispositions de la quatrième partie réglementaire du code des transports ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT en qualité de préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure ;
Considérant qu'en 2022, plus de 2300 traversées ont été réalisées ou tentées, mettant en danger à chaque reprise la sécurité des personnes se trouvant à bord de ces embarcations, impliquant près de 80 000 migrants au total,

Considérant que la gestion des flux de migrants est une problématique inter-départementale pour la Région Hauts-de-France qui nécessite une harmonisation des pratiques et des moyens de lutte contre l'immigration clandestine ;

Considérant que les forces de sécurité intérieure constatent une multiplication des opérations de sauvetage dans la Manche et le détroit du Pas-de-Calais au profit des bateaux de petites tailles transportant des migrants désireux de rejoindre le Royaume-Uni ;

Considérant donc la nécessité de prendre toutes mesures utiles visant à dissuader et faire obstacle à l'organisation de telles traversées maritimes illégales et dangereuses à destination du Royaume-Uni avec l'aide de bateaux rigides ou semi-rigides de dimensions réduites,

Que les conditions météorologiques rencontrées dans la Manche, quelle que soit la période de l'année, confèrent un caractère dangereux aux traversées au moyen d'embarcations impropres à la navigation ;

Considérant que le secteur de Quend et de Conchil-le-Temple est une zone possible de départ pour des traversées clandestines,

Que neuf tentatives de départ de taxi boat ont été empêchés par les services de gendarmerie depuis le mois de mai 2023, permettant ainsi de sauvegarder des vies humaines ;

Considérant qu'en vue d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer la navigation et les activités nautiques et notamment d'interdire la circulation sur l'Authie dans une zone de 200 mètres en aval de la passerelle du Pont-à-Cailloux sur le territoire des communes de Conchil-le-Temple et Quend,

ARRÊTENT :

Article 1^{er} : La navigation et les activités nautiques sont interdites sur l'Authie dans une zone de deux cents mètres en aval de la passerelle du Pont-à-Cailloux représentée sur le plan annexé au présent arrêté sur le territoire des communes de Conchil-le-Temple et Quend, jusqu'au 9 avril 2024.

Article 2 : Les embarcations visées par cet arrêté devront se conformer aux instructions données par les services de sécurité.
Cette interdiction de navigation ne s'applique pas aux services de secours et d'intervention.

Article 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais,
– Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Somme,
– Madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet du Pas-de-Calais,
– Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de la Somme,
– Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer,
– Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement d'Abbeville,
– Monsieur le Maire de la commune de Conchil-le-Temple
– Monsieur le Maire de la commune de Quend,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme,
 - Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Pas-de-Calais,
 - Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Somme,
 - Monsieur le Directeur interdépartemental de la police nationale du Pas-de-Calais,
 - Monsieur le Directeur interdépartemental de la police nationale de la Somme
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais,
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Somme,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais,
 - Madame la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures du Pas-de-Calais et de la Somme. Copie en sera adressée aux services visés à l'article 5 ainsi qu'à Monsieur le Préfet de la Zone de Défense Nord.

Fait à Arras, le **10 JAN. 2024**

Fait à Amiens, le **10 JAN. 2024**

Le préfet du Pas-de-Calais,


Jacques BILLANT

Le préfet de la Somme,


Rollon MOUCHEL-BLAISOT

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la notification, l'objet des voies de recours suivantes :

- un recours gracieux, formulé auprès des préfets du Pas-de-Calais et de la Somme.
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des polices administratives – bureau des polices administratives – place Beauvau 75800 Paris cedex 08. Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Lille 5 rue Geoffroy SaintHillaire à Lille ou par voie électronique par le site www.telerecours.fr. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois à compter de la date de notification de la décision contestée, ou dans les deux mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

